

Publié le 13 décembre 2019

Le mouvement européen des services publics se réinvente

Un nouveau nom et des priorités réaffirmées en faveur de l'intérêt général pour l'année 2020 : telles sont les principales décisions adoptées par les membres du Ceep, qui devient « SGI Europe ».



Les représentants d'une dizaine de sections nationales et des organismes qui composent le mouvement des entreprises de services publics en Europe se sont réunis mercredi 11 décembre en Assemblée générale à Bruxelles, dans les locaux du Comité des régions.

Outre la validation du Plan d'action 2020 et la consolidation de la gouvernance autour du nouveau président **Rainer Plassmann** (Stadtwerke Köln, Allemagne) désigné en juin dernier, les membres ont ouvert la voie à une nouvelle ère pour les composantes de l'ex-Centre européen des entreprises de services publics (Ceep).

Porter les valeurs de l'intérêt général dans sa diversité

Le nouveau nom SGI Europe fait référence aux services d'intérêt général, qui constituent l'ADN du mouvement regroupant les principales entreprises publiques nationales aux côtés des entreprises publiques locales dans la quasi-totalité des États membres de l'Union européenne (UE).

Cette référence historique est complétée par un sous-titre qui précise la nature et le rôle d'une organisation qui

regroupe les « *employeurs engagés au service du développement durable, de la croissance et de l'innovation* ».

Aux côtés de ses confrères Business Europe et SME United, SGI Europe constitue en effet le troisième pilier du dialogue social européen organisé autour de la Commission européenne (CE).

Son positionnement institutionnel lui permet de bénéficier d'un accès direct aux institutions de l'UE, ainsi que de disposer d'un siège permanent dans un certain nombre d'organisations telles que la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound), basée à Dublin.

L'évolution de la définition européenne de la PME en ligne de mire

Mobilisés depuis plusieurs années afin de permettre aux Epl européennes d'évoluer sur un pied d'égalité avec l'ensemble des PME du continent, les membres de SGI Europe vont poursuivre leur action sur le sujet en 2020 afin de garantir aux Epl l'accès à tous les financements européens et à toutes les facilités administratives accessibles aux PME.

Ils ont également pour ambition de travailler avec les nouvelles équipes de la Commission et du Parlement européens dans le sens d'une prise en compte active des dimensions économique, sociale et environnementale de la transition verte (« Green deal ») portée par **Ursula von der Leyen**, présidente de la CE.

SGI Europe entend également s'investir dans la définition de la stratégie de long terme pour l'avenir industriel du continent, ainsi que de la digitalisation des services publics, qui touche l'ensemble des secteurs et des métiers.

Présidée par **Pascal Bolo**, 1er adjoint au maire de Nantes, [la section française de SGI Europe \(Ceep-France\)](#) comprend les principales entreprises publiques nationales, la Fédération des Epl ainsi qu'un certain nombre d'Epl engagées directement dans le suivi et l'accompagnement de la législation européenne en matière de services publics.

- Rejoignez le mouvement européen des services d'intérêt général !
- Pour en savoir plus, contacter **Benjamin Gallèpe**, responsable du Pôle promotion à la Fédération des Epl : b.gallepe@lesepl.fr

À télécharger

- [Bulletin Adhesion_CEEPFr](#)